

Unité départementale de la Marne  
10 rue Clément ADER  
51100 Reims

Reims, le 19/11/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/10/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**VANDEMOORTELE**

ZA Le Haut Montigné  
35370 Torcé

Références : D3 i 2025 1138  
Code AIOT : 0005701471

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2025 dans l'établissement VANDEMOORTELE implanté 1 rue des Macecliers 51689 Reims. L'inspection a été annoncée le 07/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite est une inspection de récolement des suites à plus long terme prises suite aux dépassements constatés en 2024 sur la tour aéroréfrigérante n°1 du site.  
Ces dépassements avaient donné lieu à un arrêté de mesures d'urgences et à la mise en place d'actions de sécurisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VANDEMOORTELE
- 1 rue des Macecliers 51689 Reims

- Code AIOT : 0005701471
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le société VANDEMOORTELE est spécialisée dans le domaine de la pâtisserie industrielle.

#### Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Contrôle suite à dépassement supérieur à 100000 UFC/L	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.II.1.f	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	situation des installations	AP Complémentaire du 13/09/2024, article 1.3	Sans objet
2	Rapport d'accident	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7-II.1.e	Sans objet
4	Suivi de la concentration en <i>Legionella Pneumophila</i>	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 : 3.7.I.3.a	Sans objet
5	Procédure en cas de dépassement des seuils en <i>Legionella Pneumophila</i>	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 : 3.7.II.1 et 2	Sans objet
6	Analyse Méthodique des Risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 : 3.7.I.1.a	Sans objet
7	Stratégie de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 : 3.7.I.2.b	Sans objet
8	Formation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 : 3.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a réalisé l'essentiel des actions prévues. Il a notamment démantelé la tour aéroréfrigérante (TAR) n°1.

Seul le contrôle des installations par un organisme indépendant à réaliser dans les 6 mois suivant le dépassement n'a pas été réalisé. L'exploitant s'est engagé à réaliser ce contrôle sous 4 mois et a transmis à l'Inspection les justificatifs de cet engagement suite à la visite. Aussi il est proposé de ne pas mettre en demeure l'exploitant sur ce point sous réserve que celui ci transmette à l'Inspection le rapport de contrôle avant la fin du premier trimestre 2026.

L'exploitant a déposé en 2023 un porter-à-connaissance concernant un projet d'extension de son site dans lequel est mentionné l'ajout d'une TAR n°3 venant compléter ponctuellement la production de froid de la TAR n°2. Au moment de la visite, la nouvelle TAR est construite mais n'est pas encore raccordée et n'est pas en service. Il a été rappelé à l'exploitant que l'implantation de la tour devra respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 14/12/2013 en particulier l'article 2.1 de son annexe 1, fixant les règles d'implantation de ce type d'installation et transmettre à l'Inspection le rapport de contrôle à la mise en service visé à l'article 3.7.IV.1 du même arrêté dans les délais prévus.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : situation des installations

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/09/2024, article 1.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, puissance TAR
<b>Prescription contrôlée :</b>  Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées [...] Rubrique 2921-1b : [...] 2963 kW [...]
<b>Constats :</b>  La tour aéroréfrigérante (TAR) 1 a été démantelée. Il reste au moment de la visite que la TAR 2 qui est en service. Sa puissance est de 2106 kW. Une nouvelle TAR dénommée TAR 3 est actuellement en cours d'installation au pied de la TAR 2. Sa puissance est de 857 kW. La puissance totale des installations soumises à la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées est donc de 2963 kW. Les installations ne dépasseraient donc pas le seuil de l'enregistrement fixé à 3000 kW. Le site est donc toujours soumis au régime de la déclaration sur ce point. Les modifications précitées (suppression TAR 1 et l'ajout TAR 3) ont fait l'objet d'un porter à connaissance en date de 09/2023 car celles-ci étaient déjà prévues dans le cadre du projet d'extension du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Rapport d'accident

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7-II.1.e
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rapport global d'accident
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>e) <u>Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, c'est-à-dire la date du prélèvement dont le résultat d'analyse présente un dépassement du seuil de 100 000 UFC/L. Si le dépassement est intervenu dans une situation de cas groupés de légionelloses telle que décrite au point III du présent article, le délai de transmission du rapport est ramené à dix jours. Les plans d'entretien, de surveillance et l'analyse méthodique des risques actualisés sont joints au rapport d'incident, ainsi que la fiche stratégie de traitement définie au point I. Le rapport précise et justifie l'ensemble des actions curatives et correctives mises en œuvre et programmées suite à cet incident ainsi que leur calendrier d'application.</u></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à la visite, dans son courriel en date du 17/11/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection un rapport d'incident global compilant l'ensemble des analyses réalisées suite à celui-ci. Celui-ci contient notamment l'analyse des causes racines et le plan des actions réalisées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Contrôle suite à dépassement supérieur à 100000 UFC/L**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.II.1.f</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, contrôle après dépassement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans les six mois suivant l'incident, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, telle que définie au point IV.1 du présent article ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'Inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de rapport de vérification des installations tel que préconisé à l'article 3.7.II.1.f de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 14/12/2013.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il pensait que ce contrôle avait été fait en même temps que les études réalisées précédemment et qu'il s'agit d'un oubli. Il a indiqué souhaiter régulariser ce point dans les plus brefs délais.</p> <p>Aussi, dans son courriel du 31/10/2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection une copie signée du devis avec bon pour accord remis au prestataire en charge de réaliser ce contrôle.</p> <p>L'exploitant a indiqué que le contrôle sera réalisé avant la fin du premier trimestre 2026, période de disponibilité la plus proche du prestataire mandaté par celui-ci.</p> <p>Compte tenu des actions réalisées et des éléments transmis, l'Inspection ne propose pas de mise en demeure sur ce point, sous réserve que l'exploitant respecte ses engagements sur les délais pour lui transmettre le rapport du contrôle.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous 4 mois, transmettre à l'inspection le rapport de la vérification des installations par un organisme indépendant et compétent visé à l'article 3.7.II.1.f de l'annexe I de l'arrêté du 14/12/2013.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

**N° 4 : Suivi de la concentration en Legionella Pneumophila**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 : 3.7.I.3.a
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelle
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum bimestrielle pendant la période de fonctionnement de l'installation.</p> <p>Le prélèvement est réalisé par un opérateur formé à cet effet sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Pour les circuits où l'eau est en contact avec le process à refroidir, ce point est situé si possible en amont et au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau, soit de préférence sur le collecteur amont qui est le plus représentatif de l'eau dispersée dans un flux d'air.</p> <p>Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives.</p> <p>[...]</p> <p>Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant réalise des contrôles de suivi de la concentration en légionelles tous les mois. Ces contrôles sont renseignés sur la plateforme Gidaf.</p> <p>Pour ces contrôles et par sondage, l'Inspection n'a pas constaté de dépassements des valeurs seuil de concentration en légionelles dans le réseau de la TAR 2.</p> <p>La position du point de prélèvement de la TAR 2 est repéré par un marquage clairement visible au niveau du local technique de la tour. L'Inspection n'a pas remarqué d'écarts concernant l'emplacement du point de prélèvement sur le réseau d'eau de la tour.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Procédure en cas de dépassement des seuils en Legionella Pneumophila**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 : 3.7.II.1 et 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelle
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1. Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme « NF T90-431 (version 2020) » mettent en évidence une concentration en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 100 000 UFC/L</p> <p>[...]</p> <p>2. Actions à mener si les résultats d'analyse selon la norme « NF T90-431 (version 2020) » mettent</p>

<p>en évidence une concentration mesurée en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L</p> <p>[...]</p> <p>En application de la procédure correspondante, l'exploitant met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau, et les actions correctives prévues, en vue de rétablir une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> inférieure à 1 000 UFC/L. Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose de plusieurs procédures décrivant les actions à mener en cas de dépassements des valeurs seuil en légionelles sur son installation.</p> <p>L'exploitant a notamment présenté sa procédure d'actions à mener en cas de dépassement supérieur à 100 000 UFC/l référencée "FRE HSE PROC 006 - suivi et exploitation des TAR" et mise à jour en novembre 2024.</p> <p>Dans une telle situation, cette procédure prévoit que la ventilation soit arrêtée et consignée et décrit les modalités prévues avant sa remise en marche.</p> <p>Cette procédure est également reprise dans des modes opératoires à destination des opérateurs en charge de la tour.</p> <p>L'inspection n'a pas constaté d'écart sur ce point.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Analyse Méthodique des Risques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 : 3.7.I.1.a</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelle</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation.</p> <p>Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. [...]</p> <p>L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;</li> <li>- les points critiques liés à la conception de l'installation ;</li> <li>- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;</li> <li>- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, et notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des points I.2.c et II.1.g du présent article.</li> </ul>

[...]

En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et au minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.

[...]

#### Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté la dernière version de son analyse méthodique des risques (AMR) pour sa TAR 2 datée de mars 2025.

Celle-ci contient un descriptif de l'installation, un schéma de principe sur lequel sont indiqués notamment les points de prélèvements et d'injection des produits de traitement, la liste des bras morts identifiés, et les modes de fonctionnement de l'installation.

L'exploitant a intégré à son analyse les facteurs de risques identifiés lors de l'analyse des causes du précédent dépassement. (remplacement des adoucisseurs, tartre, corrosion, état du point de prélèvement, ...).

L'exploitant a également présenté son plan d'actions liés à son AMR. Il a indiqué que les bras morts identifiés ont été supprimés également en mars 2025.

Par sondage, l'inspection n'a pas relevé d'écarts sur ce point de la visite.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Stratégie de traitement

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 : 3.7.I.2.b

**Thème(s) :** Risques chroniques, Légionelle

#### Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit.

L'exploitant peut mettre en œuvre tout procédé de traitement, physique et/ou chimique, dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et dispersion des légionelles.

L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement.

Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien.

Dans le cas où le traitement préventif comprend un traitement chimique, les concentrations des produits dans l'eau du circuit sont mises en œuvre à des niveaux efficaces pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, ne présentant pas de risque pour l'intégrité de l'installation et limitant les impacts sur le milieu.

L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les



<p>risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets.</p> <p>En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement.</p> <p>Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement, et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits pour faire face à un besoin urgent ou à des irrégularités d'approvisionnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté sa stratégie de traitement lors de la visite. Elle repose sur une injection de biocide oxydant asservie à une sonde de mesure (sonde redox) et sur l'utilisation en curatif de biocide non oxydant.</p> <p>Les produits de décompositions sont identifiés.</p> <p>L'exploitant a indiqué réaliser des contrôles hebdomadaires et mensuels de suivi du traitement.</p> <p>L'Inspection n'a pas constaté d'écart sur ce point.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Formation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 : 3.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelle</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou de plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p>L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes[...], sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles, associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.</p> <p>Ces formations portent a minima sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;</li> <li>- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;</li> <li>- les dispositions du présent arrêté.</li> </ul> <p>[...]</p> <p>Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les modalités de formation, notamment en fonction des personnels visés, descriptif des</li> </ul>

différents modules, durée, fréquence ;

- la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, type de formation suivie, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;
- les attestations de formation de ces personnes.

**Constats :**

L'exploitant a présenté son tableau de suivi des formations pour le personnel interne à l'entreprise.

Ce support contient la liste des personnes formées, la date de leur dernière formation et la date du prochain recyclage à réaliser.

Il a également présenté son tableau de suivi des attestations de formations pour les prestataires susceptibles d'intervenir sur l'installation. L'exploitant a présenté quelques attestations de formations.

L'exploitant a indiqué que les formations des prestataires sont suivies à travers les plans de prévention réalisés dans le cadre des interventions.

Par sondage, l'inspection n'a pas relevé d'écart concernant le renouvellement des formations.

L'exploitant a également présenté les lettres de nominations des personnes nommément désignées pour surveiller l'exploitation de son installation.

L'inspection n'a pas constaté d'écart sur ce point.

**Type de suites proposées :** Sans suite